

Inde : le droit à la terre et à la propriété des moyens de production au cœur du conflit avec le système capitaliste

Une loi controversée sur la citoyenneté entraîne une nouvelle vague de mobilisations contre l'extrême droite

En Inde, les manifestations de masse contre une nouvelle loi sur la citoyenneté entrée en vigueur en janvier se poursuivent. Cette loi accorde la nationalité à des réfugiés d'Afghanistan, du Pakistan et du Bangladesh, à l'exception de ceux de religion musulmane. En décembre, des dizaines de personnes ont été tuées dans la répression des manifestations et des centaines de personnes ont été arrêtées.

Ceux qui s'opposent à cette loi du gouvernement du premier ministre Narendra Modi affirment, entre autres, qu'elle constitue un premier pas vers la création d'un registre national, qui pourrait rendre des dizaines de milliers de musulmans indiens apatrides. Ils sont également préoccupés par le nombre important d'Indiens en situation de pauvreté qui n'ont pas de documents prouvant leur nationalité.

Des millions de femmes et autres groupes sociaux manifestent contre la loi sur la citoyenneté, pour affirmer haut et fort que « nous sommes nées et élevées ici depuis des milliers d'années, comment peuvent-ils faire adopter une nouvelle loi basée sur la religion? » comme le déclare l'activiste Roma Malik, de l'organisation Union des travailleurs forestiers de l'Inde ("All India Union of Forest Working People") à Real World Radio. « Ils ne veulent pas de musulmans, ils ne veulent pas de peuples tribaux, ils ne veulent pas de Dalits ("les intouchables", dans le système indien des castes, ce sont les plus pauvres et les plus discriminés), ils ne veulent pas des classes les plus pauvres, ni de travailleurs. Il faut s'opposer à ce nationalisme, qui n'est contrôlé que par une poignée de personnes au pouvoir », continue Roma. « Et je pense que la lutte pour la terre est une lutte fondamentale, sur laquelle les femmes sont en première ligne; elles contestent déjà le pouvoir du gouvernement fasciste », déclare-t-elle.

La leader a approfondi cette réflexion. « La lutte pour le droit à la terre comprend aussi la lutte contre le fascisme, car ces forces fascistes, capitalistes, féodales s'emparent de la terre, la pillent, la contrôlent. » Roma explique que ce pillage n'a pas commencé avec les politiques néolibérales, il existe depuis l'entrée des Britanniques en Inde et a perduré tout au long du mandat impérial. Et depuis le conflit perdure. Et bien entendu, « il s'est démultiplié depuis la mise en œuvre des politiques néolibérales », a-t-elle ajouté.

Ces politiques facilitent le pillage des ressources naturelles, et c'est pour cette raison que les classes dirigeantes ont besoin d'un gouvernement fasciste, pense Roma. D'après elle ce gouvernement « souhaite que tous les droits et les ressources naturelles soient sous le contrôle des forces capitalistes et impériales. Les entreprises viennent en grand nombre, construisant des barrages, des centrales électriques, privatisant des rivières, abattant des forêts, tuant des gens ou les chassant de leurs terres et de leurs maisons. Par conséquent, la lutte pour les droits fonciers est aussi une lutte contre les gouvernements fascistes. »

Pour le Syndicat des travailleurs forestiers de l'Inde, la lutte pour la souveraineté alimentaire des organisations paysannes doit être liée au droit à la terre. C'est très important pour la souveraineté alimentaire, comme l'explique Roma, pour ces travailleurs le droit à la terre et à la propriété des moyens de production doit être garanti à ceux qui cultivent la nourriture. L'accès aux forêts, à la terre, à l'eau, est crucial pour la subsistance de ceux qui dépendent de ces biens naturels. « Ces ressources doivent être contrôlées par les peuples, elles doivent être leur propriété. La souveraineté alimentaire ne peut pas être comprise de manière technique, elle a une valeur très riche,

fondamentalement associée aux droits et à la propriété des moyens de production. »

Pour Roma, si on ne s'attaque pas au cœur du système, c'est à dire au capitalisme, à la société féodale et au patriarcat, et si on ne garantit pas le contrôle des ressources naturelles et de la propriété des moyens de production aux peuples, la souveraineté alimentaire risque de ne devenir qu'un simple slogan. »

De plus, la militante considère que la souveraineté alimentaire n'est pas qu'une affaire d'alimentation. Il s'agit également de « préserver notre patrimoine, nos valeurs culturelles et notre santé », car l'agriculture industrielle à grande échelle, contrôlée par l'industrie agroalimentaire, a entraîné la perte de récoltes et l'utilisation d'agro-toxiques, entre autres. « C'est une grande lutte de soutenir les peuples et les générations futures », a rappelé Roma.

La dirigeante a en outre souligné la nécessité de conclure des alliances dans la lutte contre le capital, les grandes sociétés transnationales et la progression du fascisme. Il faudrait unir les forces des paysans, de la classe ouvrière, des mouvements de femmes, des étudiants, et d'autres acteurs. « Les luttes se déroulent de manière très dynamique. Dans les forêts, nous voyons que malgré le gouvernement fasciste, sa cruauté et le recours à l'armée et à la police, les peuples résistent. » « Et toute cette lutte est désormais en plein essor en Inde » avec la résistance à la nouvelle loi sur la citoyenneté, affirme Roma.